



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

<https://x.com/PRCommunistes>

13/08/2026

## ***Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 292 du 06 août 2026***

### **ÉDITO**

La chaleur de l'été n'épargnant ni les travailleurs, ni les vacanciers ne saurait faire oublier ceci: les capitalistes et le pouvoir travaillent d'arrache pied à leur préparer une rentrée de super-austérité. Toutes les mesures avancées visent à leur faire payer les profits des actionnaires et la préparation à la guerre. Cela traduit le profond mécontentement s'enracinant dans le pays, de nombreuses actions sont en route pour la rentrée : énergie, fonction publique, santé, enseignement supérieur et recherche... annoncent déjà grèves et des manifestations en septembre. C'est positif, mais cela ne saurait se substituer à une riposte tous ensemble et en même temps par la grève, seule de nature à modifier le rapport des forces en faveur de notre classe. Partout, dès la rentrée dans nos syndicats et avec les salariés, il faut mettre en discussion et préparer cette riposte. C'est vraiment l'urgence du moment !

### **Sommaire :**

#### **Luttes**

**\*Dernière minute : La préfecture ordonne l'évacuation du parvis du Samu social**

**\*Les pompiers appelés à la grève jeudi 13 août pour réclamer davantage de moyens**

**\*Saint-Jean-d'Angély Charente Maritime : le syndicat CGT appelle à la mobilisation contre la fermeture provisoire du bloc opératoire**

**\*L'intersyndicale des pompiers "exige officiellement la démission" d'Olivier Richefou, président des Services d'Incendie et de Secours**

**\*EasyJet : un préavis de grève d'un mois**

**\*La Brigade suite : Mobilisation devant France Travail à Montauban**

**Haribo : six semaines de grève et les salariés ne baissent pas les bras!**



**\*Samu social de Paris : après 45 jours de grève les salariés accentuent la pression**

**\*Santé : appel à la grève le 15 septembre**

**\*Avignon : victoire des grévistes de l'Hôtel Cloître Saint Louis !!**

### **Dossiers ; Économie**

**\*Comparé à la moyenne européenne les Français moins riches pour la 3<sup>e</sup> année consécutive**

**Selon l'INSEE, le chômage au plus haut depuis 2020**

**\*Le président du Medef, Patrick Martin, propose d'augmenter la Contribution Sociale Généralisée des retraités**

**\*Désindustrialisation : A Mouthiers-sur-Boëme (Charente), Lippi le spécialiste du portail ferme ses portes**

*\*Lapierre (Dijon), fabricant de vélos demande son placement en redressement judiciaire*

*\*Chaînes de valeurs mondiales : selon l'OCDE, évolution mais pas de fragmentation*

*\*INSEE : Juin la production manufacturière en baisse*

### **International ; Solidarité internationaliste**

*\*La Réunion : « Nou tienbo nou larg pa » : fin de la grève chez Derichebourg-Océan Indien*

*\*Pakistan : 34 mineurs tués dans un coup de grisou au Pakistan*

*\*Inde : La police tente d'arrêter une militante étudiante au siège du Parti Communiste d'Inde (Marxiste)*

*\*Toronto (Canada) : les employés de Walmart obtiennent une convention collective*

*\*Des infirmières de Brigham (Massachusetts) portent plainte contre l'hôpital pour représailles*

*\*Prato (Italie) : Industrie du textile, exploitation et mafia*

### **Luttes**

#### **Dernière minute : La préfecture ordonne l'évacuation du parvis du Samu social**

Si il est difficile de cacher les feux de forêts et la responsabilité du pouvoir dans le manque criant de moyens pour les combattre, par contre mener la guerre contre les pauvres et les démunis est à la portée de ceux qui nous gouvernent. Nous apprenons avant de mettre sous presse, la préfecture de police de Paris ordonne l'évacuation des 450 personnes sans solution d'hébergement installées depuis près d'un mois devant le siège du Samusocial de Paris. Cette opération fait craindre contrôles d'identité, OQTF et placements en CRA concernant des personnes venues demander une seule chose : un hébergement. La CGT Paris et Utopia 56 ont appelé à la riposte par une manifestation.

#### **Les pompiers appelés à la grève jeudi 13 août réclamant davantage de moyens**

Les organisations syndicales représentant les sapeurs-pompiers ainsi que les personnels administratifs et techniques en France appellent à une grève nationale jeudi 13 août afin de réclamer davantage de moyens humains et matériels.

#### **Saint-Jean-d'Angély Charente Maritime : le syndicat CGT appelle à la mobilisation contre la fermeture provisoire du bloc opératoire**

Le personnel hospitalier et le syndicat CGT manifestent leur inquiétude après l'annonce de la fermeture provisoire du bloc opératoire de Saint-Jean-d'Angély du 31 août au 5 octobre. Un rassemblement est organisé le lundi 31 août.

#### **L'intersyndicale des pompiers "exige officiellement la démission" d'Olivier Richefou, président des Services d'Incendie et de Secours**

Les syndicats des pompiers montent au créneau après les propos du président de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours (CNSIS), président du Conseil départemental de la Mayenne Olivier Richefou, celui-ci affirme : "Nous ne manquons pas d'effectifs du côté des pompiers professionnels". Pourtant la ligne rouge de la rupture capacitaire est franchie, il insiste notamment sur le fait de recentrer l'activité des sapeurs-pompiers et de faire moins de missions de transport préhospitalier : "mobilise une part croissante de leurs moyens opérationnels".

Les neuf syndicats de pompiers dénoncent les propos d'Olivier Richefou : "un déni de réalité qui met directement en danger la population". Les pompiers se mobilisent afin d'exiger des moyens : **grand rassemblement le 29 septembre**.

#### **EasyJet : un préavis de grève d'un mois**

Vers une grève massive et des vols supprimés, les trois syndicats d'hôtesse et stewards d'EasyJet France dépose un préavis de grève du 7 août au 2 septembre, dans un communiqué commun publié mardi, ils dénoncent une « dégradation continue » des conditions de travail.

Les syndicats mettent notamment en cause « l'instabilité chronique des plannings » et des changements imposés au dernier moment. Ils évoquent également des « trippings imposés », soit des enchaînements de vols sur plusieurs jours, ainsi que des rotations jugées particulièrement pénalisantes pour le personnel navigant commercial.

Les représentants des salariés dénoncent aussi « l'absence totale de mesures protectrices ». Ils affirment alerter la direction depuis près d'un an sans avoir obtenu de réponses « concrètes et engageantes ». EasyJet est la deuxième compagnie aérienne en France en nombre de passagers, derrière Air France. Principalement présente sur les liaisons court et moyen-courriers, elle emploie plusieurs milliers de salariés dans le pays, dont une part importante d'hôtesse et de stewards. La France constitue l'un de ses principaux marchés en Europe continentale.

### **La Brigade suite : Mobilisation devant France Travail à Montauban**

L'UD CGT, avec les privés d'emplois et l'Union locale CGT de Montauban, ont mené une action avec les ex-salariés du restaurant " la Brigade" devant France Travail dénonçant le détournement du dispositif de la préparation opérationnelle de l'emploi individuel (POEI) par le patron du restaurant présenté comme un outil d'insertion.

En réalité, ce mécanisme organise une mise à disposition de force de travail " bon marché", est financé par l'État. Une dizaine de privés d'emploi ont été intégrés dans une POEI dépourvue de toute formation qualifiante. Cette formation n'a été qu'une simple transmission de consignes utiles à l'entreprise, avec presque aucune acquisition des techniques de la restauration, et finalement des droits amputés, des indemnités réduites et une insertion professionnelle bloquée. Le patron a capté des aides publiques tandis que des travailleuses et des travailleurs ont perdu leurs droits, illustrant la logique du capital socialisant les coûts pour maximiser ses profits.

Cette lutte locale s'inscrit dans un contexte national où les aides publiques versées chaque année au patronat ont atteint 211 milliards d'euros en 2023. Ce montant colossal, composé d'exonérations de dépenses fiscales, de subventions et d'interventions financières constitue une véritable rente d'état permettant au capital de contourner l'embauche pérenne et d'entretenir une armée de réserve précarisée.

Dans cette idéologie, les gouvernements arrimés à l'OTAN ont choisi d'augmenter massivement les budgets militaires. Pour financer cet élan guerrier, ils sabrent les moyens consacrés au progrès social. Leur politique d'austérité permet de faire payer notre classe, de la priver de ses droits et de l'assujettir durablement aux besoins du capital.

La CGT poursuivra son soutien aux ex salariés(es) de " la Brigade " et continuera d'organiser les travailleuses et les travailleurs pour défendre leurs intérêts de classe face à un système pillant les richesses produites par nous pour alimenter toujours plus l'accumulation du capital.

### **Haribo (Marseille) : six semaines de grève et les salariés ne baissent pas les bras!**

Depuis six semaines, les salariés d'Haribo sont en grève pour les salaires et ils ne baissent pas les bras. Les salariés réclament 100 euros d'augmentation et rejettent les propositions de la direction, malgré une dernière offre revue à la hausse. Le mouvement dure depuis le début du mois de juillet. La direction a progressivement relevé sa proposition jusqu'à une hausse de 1,5%, elle était à 0,9% il y a deux semaines, soit environ 18 euros bruts mensuels. Cela est jugé insuffisant par les syndicats rappelant que la direction l'a assortie d'une mention "sous réserve de résultats". Jeudi, les grévistes ont reçu le soutien de salariés de l'usine Haribo d'Uzès, dans le Gard, venus pour afficher leur solidarité." A l'entrée de l'usine des urnes sont installées afin de verser les aides aux grévistes.

### **Samu social de Paris : après 45 jours de grève les salariés accentuent la pression**

Le jeudi 6 août, un rassemblement s'est tenu devant le siège du SAMU social où se tenait un conseil d'administration. Y ont participé de nombreuses associations et syndicats dont la CGT. Les grévistes s'opposent depuis le 23 juin à la remise à la rue de personnes hébergées en urgence depuis l'activation du plan grand froid fin décembre 2025, à cause d'une saturation de demandes. Ils dénoncent également le manque de moyens accordés aux travailleurs sociaux. Les manifestants réclament le maintien des capacités d'hébergement, l'amélioration de leurs conditions de travail et la mise à l'abri de toutes les personnes présentes sur le parvis. Selon le secrétaire CGT du Samu social, plus de 400 personnes sans solution d'hébergement vivent sur le parvis, parmi eux, 43 enfants. Au lieu de répondre aux besoins de la population la plus fragile face à la crise, le pouvoir voudrait bien faire disparaître le problème en le gommant du paysage. C'est l'honneur de tous les travailleurs du samu social des familles à la rue de tenir tête et d'exiger des conditions d'hébergement dignes de ce nom ! Avoir un logement est un droit. Les travailleurs luttent pour ce droit et pas pour la charité.

### **Santé : appel à la grève le 15 septembre**



### Avignon : victoire des grévistes de l'Hôtel Cloître Saint Louis !!

Le communiqué de l'UL CGT d'Avignon : "Après presque 4 semaines de mobilisation, les salariés en lutte ont obtenu des avancées inédites dans un secteur hôtellerie-restauration avignonnais où le patronat est bien trop habitué à régner en maître sur des travailleuses et travailleurs atomisés. Avec leur mouvement exemplaire ils démontrent que l'organisation des travailleurs et travailleuses dans l'hôtellerie-restauration n'est pas seulement possible mais nécessaire à des salariés précarisés, exsangues saison après saison. Vivent les grévistes de l'Hôtel Cloître Saint Louis, pionniers de la lutte syndicale dans le secteur touristique avignonnais."



### Dossiers ; Économie

#### Comparé à la moyenne européenne les Français moins riches pour la 3<sup>e</sup> année consécutive

Les derniers chiffres montrent un constat assez alarmant pour la France, le pays figurait parmi les économies les plus prospères il y a quelques décennies. Longtemps moteur économique de l'Europe, la France voit aujourd'hui son avance s'éroder. Pour les auteurs de ce rapport, plusieurs indicateurs montrent les causes d'un déclassement progressif: la France perd du terrain par rapport à ses voisins européens sur plusieurs indicateurs économiques et sociaux. Recul des performances éducatives, faible dynamique de productivité, désindustrialisation, difficultés d'accès aux soins, crise du logement et dette publique élevée alimentent ce décrochage. Les difficultés actuelles sont présentées comme le résultat de choix économiques et politiques accumulés depuis plusieurs décennies.

La France pourrait connaître une croissance durablement faible, une dette plus lourde et une perte d'influence économique en Europe à l'horizon 2035. **Une des priorités soulignée par ce rapport: un déterminant majeur : l'éducation** le classement PISA (Programme International pour le Suivi des Acquis) de la France s'écroule visiblement depuis 2012 (en lecture, mathématiques, sciences). Le recul dans les classements PISA traduit une érosion du capital humain, et donc de la croissance future. **La disponibilité des soins sur le territoire** est le deuxième signal inquiétant. La carte de France des déserts médicaux, où les habitants peinent à accéder à un médecin traitant, concerne aussi bien les zones rurales qu'urbaines. Une mortalité infantile en hausse classée au 3<sup>e</sup> rang des pays de l'UE jusqu'en 2000, la France est aujourd'hui 23<sup>e</sup> sur 27. Un troisième indicateur le logement et le renchérissement de l'accès à la propriété immobilière, singulièrement depuis la première décennie 2000.

**Le revenu disponible moyen par habitant**, il est frappant que cet indicateur se rapproche de la moyenne des pays de l'Union Européenne. La cause de cet affaïssement progressif est double : une progression remarquable des autres pays et la faible dynamique du PIB français par rapport à ses partenaires mondiaux. **L'explosion de la dette publique**, cette dette à 114% du PIB et plus de 100.000 € par ménage !

le PIB par habitant en France est inférieur à la moyenne de l'Union européenne depuis trois années consécutives. Historiquement, la France évoluait au-dessus ou au moins au niveau du cœur de l'Europe. La France est ainsi passée du top 6-7 européen au début des années 2000 à la 11<sup>e</sup>-13<sup>e</sup> place aujourd'hui. L'écart avec l'Allemagne (+18% de PIB par habitant).

**La désindustrialisation** est la troisième inflexion. Alors que l'Allemagne consolide son « Mittelstand » (classe moyenne, PME...) et son appareil exportateur, la France perd progressivement sa base industrielle avec pour conséquence, un déficit commercial chronique et une dépendance accrue.

Aucun des candidats à la présidentielle ne dit mot sur ces sujets, ils ont été acteurs complices de cette soumission aux intérêts du capital.

#### Selon l'INSEE, le chômage au plus haut depuis 2020

L'augmentation touche toutes les tranches d'âges. Le taux de chômage en France a grimpé de 0,2 point au deuxième trimestre, pour atteindre 8,3 %, son plus haut niveau depuis l'automne 2020, en plein Covid, et depuis l'automne 2019, rapporte l'Insee. Au sens du Bureau international du travail (BIT), le nombre de personnes sans emploi en recherchant un activement augmente de 62 000 par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 2,7



millions de personnes, précise l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). C'est chez les jeunes de 15 à 24 ans que le taux de chômage est le plus haut : en hausse de 0,4 point, il atteint 21,6 %.

### **Le président du Medef, Patrick Martin, propose d'augmenter la Contribution Sociale Généralisée des retraités**

Entre la CSG, la CRDS et autres contributions, l'addition est déjà salée. Le patronat fait une proposition sur les pensions retraites dépassant les 2 000 euros mensuels. Un modèle de financement à bout de souffle selon le patronat, les retraités sont insuffisamment taxés selon le Medef. Cette déclaration s'inscrit dans le cadre d'un vaste plan économique présenté par Patrick Martin. L'organisation patronale a annoncé son boycott de la prochaine Conférence travail emploi retraites (CTER). Qualifiant ce rendez-vous d'« exercice de style », Patrick Martin estime: « *va falloir retravailler le sujet des retraites* » dans un cadre beaucoup plus vaste. Les organisations syndicales doivent impérativement dénoncer la responsabilité du gouvernement et du patronat en organisant la lutte. [Nous avons tous besoin, nous les travailleurs d'un syndicalisme de lutte des classes](#), sans compromis, sans intégration au système, sans aucune confiance en l'État bourgeois.

### **Désindustrialisation : A Mouthiers-sur-Boëme (Charente), Lippi le spécialiste du portail ferme ses portes**

La société Lippi à Mouthiers-sur-Boëme, spécialiste des portails, des clôtures et des grillages, est en liquidation judiciaire. Les derniers 45 salariés de l'entreprise vont être licenciés.

La société Lippi à Mouthiers-sur-Boëme en Charente, a été mise en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce d'Angoulême. C'est la conséquence du redressement judiciaire de l'entreprise depuis 2024.

### **Lapierre (Dijon), fabricant de vélos demande son placement en redressement judiciaire**

En plein Tour de France Femmes, l'entreprise Cycles Lapierre, installée à Dijon depuis 80 ans, indique jeudi dans un communiqué qu'elle sollicite auprès du tribunal de commerce de Dijon son placement en redressement judiciaire. Une audience est prévue le 25 août prochain. L'entreprise précise qu'elle sollicitera auprès du tribunal une période d'observation "*le temps nécessaire pour poursuivre son activité, consolider son plan de redressement et faire entrer un investisseur capable de financer durablement son avenir*".

### **Chaînes de valeurs mondiales : selon l'OCDE, évolution mais pas de fragmentation**

Les dernières données de l'OCDE montrant : "*Les chaînes de valeur mondiales sont restées solides en 2024 malgré les chocs.*" Ainsi, selon l'OCDE : "*En 2024, les chaînes de valeur mondiales sont restées une caractéristique centrale de l'économie mondiale. Les échanges liés à ces réseaux représentaient environ 17 % du PIB mondial, tandis que le commerce mondial total atteignait près de 31 % du PIB mondial. Malgré les chocs récents, la production mondiale ne s'est pas fragmentée : elle s'adapte.*"

Il est important d'avoir une vue précise de la réalité et de l'évolution de ces chaînes de valeurs. Elles traduisent la profonde internationalisation de la production des biens et des services au sein du système impérialiste. Les données de l'OCDE contredisent le discours ambiant qui entrevoit depuis l'accession de Trump au pouvoir un recul de la mondialisation capitaliste du fait de mesures protectionnistes. Ce serait oublier qu'une des lois du développement du capitalisme consiste dans le caractère de plus en plus international de la production sous la direction de monopoles de plus en plus puissants et concentrés qui se mènent une lutte acharnée avec l'aide des États capitalistes dominants au sein du système impérialiste pour l'accaparement des matières premières, le contrôle des technologies, des voies de communications et de la force de travail.

### **INSEE : Juin, la production manufacturière en baisse**

En juin 2026, la production baisse de nouveau nettement dans l'industrie manufacturière (-1,1 % après -1,0 % en mai 2026). Dans l'ensemble de l'industrie, elle rebondit très légèrement (+0,1 % après -0,1 %).

### **International : Solidarité internationaliste**

#### **La Réunion« Nou tienbo nou larg pa » : fin de la grève chez Derichebourg-Océan Indien**

Une expression créole réunionnaise signifiant « Tiens bon, ne lâche pas ! ». Les salariés de Derichebourg ont eu raison de ne rien lâcher, 3 semaines de conflit ! Une réunion de conciliation s'est tenue à la Direction du Travail, à Saint-Denis. Les représentants syndicaux ont signé un protocole de fin de grève. Les salariés de Derichebourg-Océan Indien ce mercredi 5 août devant la Direction du Travail, à Saint-Denis. Ils sont venus soutenir leurs représentants syndicaux (CFDT, FO, CFTC et Union Régionale 974). La mobilisation a porté ses fruits. Après plus trois semaines de conflit, un protocole de fin de grève a été signé par les deux parties.

« *Nous avons eu des avancées parce que nous avons tenu cette grève. Nous avons obtenu une valorisation salariale de 3,5% pour l'ensemble des salariés. Nous avons eu une prime de vacances et une prime exceptionnelle* ». Un accord sur la prime d'intéressement sera négocié avant mars 2027.

### **Pakistan : 34 mineurs tués dans un coup de grisou au Pakistan**

Au moins 34 mineurs ont péri dans un coup de grisou survenu dans un complexe minier de charbon à Sorange, près de Quetta, dans la province pakistanaise du Baloutchistan. L'accident s'est produit le 30 juillet et a donné lieu à une opération de sauvetage et de déblaiement ayant duré environ 45 heures. Aucun survivant n'a été retrouvé parmi les mineurs piégés. Cette explosion est l'un des accidents miniers les plus meurtriers survenus au Pakistan ces dernières années. Les autorités ont ordonné une enquête, fermé quatre mines et promis des indemnités aux familles des victimes. La Fédération centrale des travailleurs des mines du Pakistan exige une enquête judiciaire indépendante, que toute négligence soit établie et un contrôle nettement renforcé du secteur minier. Le méthane représente un risque connu et mesurable dans les mines de charbon souterraines. Les explosions peuvent être évitées grâce à une ventilation adéquate, une surveillance continue des gaz, des équipements électriques sûrs, des systèmes de communication performants, une formation adéquate du personnel et une préparation appropriée aux opérations de sauvetage. Lorsque 34 personnes périssent à cause d'un tel danger, il est donc insuffisant de qualifier l'événement de tragique accident. Il convient de déterminer quelles protections faisaient défaut, quels avertissements ont été ignorés et qui était responsable de l'opération. Les mines de charbon du Baloutchistan constituent une source de revenus essentielle dans une région pauvre où de nombreux travailleurs n'ont pas d'alternatives réalistes. Cette dépendance sert à normaliser des conditions qu'aucun propriétaire de mine ni aucun représentant du gouvernement n'accepterait. Les mineurs descendent dans les mines parce que leurs familles ont besoin d'un revenu, et non parce qu'ils ont volontairement choisi de risquer leur vie dans des puits mal ventilés. Parallèlement, la logique économique de l'exploitation minière exerce une pression constante pour réduire les coûts d'équipement, de personnel, de maintenance et d'arrêts de production. Les mesures de sécurité n'augmentent pas immédiatement la production de charbon et peuvent donc être considérées comme des dépenses à reporter. Mais concernant le mineur, la ventilation, les détecteurs de gaz et les équipes de secours formées ne sont pas des frais administratifs, mais la frontière entre le travail et la mort. Les syndicats exigent que le Pakistan ratifie et mette en œuvre la Convention n° 176 de l'OIT sur la sécurité et la santé dans les mines. La ratification, cependant, serait vaine sans inspections rigoureuses, sans le droit des travailleurs d'interrompre les travaux dangereux et sans la capacité des syndicats à contrôler la sécurité. On ne peut laisser les propriétaires de mines décider eux-mêmes du niveau de sécurité de la production, tout en engrangeant des profits à chaque heure de fonctionnement. Les chiffres syndicaux l'indiquent le nombre de décès dans les mines a diminué ces deux dernières années. Toutefois, la catastrophe de Sorange montre à quel point une telle amélioration peut être rapidement anéantie en l'absence de protections élémentaires. Des statistiques montrant une baisse du nombre de décès ne garantissent pas la sécurité des lieux de travail tant qu'une simple explosion peut anéantir toute une équipe. L'indemnisation des familles peut atténuer le désastre économique immédiat, mais ne saurait remplacer les vies humaines. La seule leçon essentielle est que le secteur minier doit être organisé de manière à ce que les travailleurs eux-mêmes soient habilités à signaler les risques, à interrompre le travail et à exiger des mesures sans crainte de licenciement. Ceux travaillant au fond de la mine connaissent mieux les dangers que les propriétaires et les responsables promettant de nouvelles enquêtes par la suite.

### **Inde : La police tente d'arrêter une militante étudiante au siège du Parti Communiste d'Inde (Marxiste)**

Le 28 juillet, la police de Delhi a pénétré dans l'AKG Bhavan, siège national du Parti communiste d'Inde (CPI(M)), pour tenter d'arrêter la militante étudiante Aishe Ghosh. Les agents sont arrivés en véhicule privé, certains en civil. L'opération a été interrompue après l'intervention de John Brittas, député et dirigeant du CPI(M), exigeant des policiers la justification de leur présence dans les locaux du parti. La police a invoqué un mandat d'arrêt non susceptible de libération sous caution, datant de 2021 et lié à une manifestation devant le Banga Bhawan. La police de Delhi a affirmé qu'un enquêteur ne faisait qu'appliquer une décision de justice et que l'intervention était sans lien avec les manifestations étudiantes en cours. Le CPI(M), quant à lui, a dénoncé l'action policière comme une intrusion illégale et un élément d'une campagne plus vaste contre les militants étudiants. Un tribunal a initialement suspendu provisoirement le mandat d'arrêt. Après la comparution en personne de Ghosh, la procédure a été entièrement levée, moyennant une somme modique, et l'affaire a été reportée à une audience ultérieure. Ceci écarte la menace d'arrestation immédiate, mais n'explique pas pourquoi la police a choisi de la fouiller au siège d'un parti politique, précisément en pleine mobilisation étudiante.

### **Toronto (Canada) : Les employés de Walmart obtiennent une convention collective**

Plus de 800 employés du centre de distribution Walmart de Mississauga, près de Toronto, ont approuvé la première convention collective négociée par l'entreprise en Amérique du Nord. Adoptée à 93 %, la convention prévoit des augmentations salariales allant jusqu'à 5 \$ l'heure la première année, suivies d'une augmentation supplémentaire de 3 % la deuxième année. Les employés recevront également une indemnité forfaitaire de 4 250 \$ à 8 750 \$ à titre de règlement, suite à l'augmentation des salaires dans d'autres entrepôts canadiens par Walmart, à l'exception de ce lieu de travail nouvellement syndiqué. La convention comprend également une clause

garantissant que les employés syndiqués ne seront pas lésés lors des futures augmentations salariales et limite le recours au personnel temporaire. Ces dispositions sont importantes car elles contrent plusieurs méthodes employées par Walmart afin de contrer la syndicalisation. Lorsque les employés ont commencé à se syndiquer, l'entreprise a été accusée d'imposer des réunions obligatoires aux messages antisyndicaux, de recourir à la surveillance et de tenter d'inciter les employés à quitter le syndicat. En excluant les lieux de travail syndiqués d'une augmentation salariale générale, la direction a également cherché à rendre l'organisation syndicale financièrement coûteuse pour les travailleurs. Le message de la direction était clair : ceux qui se syndiquent seront punis, tandis que ceux qui restent isolés pourront être temporairement récompensés. Or, une augmentation salariale distribuée unilatéralement par l'entreprise peut tout aussi bien être retirée unilatéralement. Une convention collective, en revanche, crée des droits auxquels l'employeur est légalement et matériellement tenu. La résistance de Walmart repose sur son modèle économique. Le groupe fonde sa puissance sur d'énormes volumes d'achat, de faibles coûts de personnel et une maîtrise totale du processus de travail. L'organisation syndicale limite la capacité de la direction à décider unilatéralement des salaires, des effectifs, des horaires et des conditions de travail. C'est pourquoi l'entreprise s'est déjà montrée prête à fermer les sites syndiqués plutôt que de laisser une percée syndicale se propager. Parallèlement, les travailleurs de Mississauga occupaient une position stratégique différente de celle d'un magasin individuel. Le centre de distribution approvisionne l'un des plus grands marchés du Canada et constitue un point névralgique dans la circulation des marchandises entre les fournisseurs et les magasins. Un grand entrepôt ne peut être déplacé ou remplacé sans perturbations majeures. La syndicalisation a donc frappé Walmart là où le pouvoir collectif des travailleurs est particulièrement fort. L'accord constitue une victoire importante, mais il ne signifie pas que les politiques anti-syndicales de Walmart ont disparu. L'entreprise tentera de limiter la portée de l'accord et de maintenir d'autres lieux de travail non syndiqués. La question cruciale est donc de savoir si cette victoire peut servir à syndiquer davantage d'entrepôts, de chauffeurs et d'employés de magasin le long de la même chaîne d'approvisionnement. Les travailleurs de Mississauga ont démontré ceci, même le plus grand groupe de distribution au monde peut être contraint de négocier lorsque les travailleurs s'organisent là où les flux de capitaux sont les plus vulnérables. Présenté comme impossible par Walmart pendant des décennies, il a été brisé par la persévérance et la cohésion des travailleurs.

### **Des infirmières de Brigham (Massachusetts) portent plainte contre l'hôpital pour représailles**

L'Association des infirmières du Massachusetts a déposé une deuxième plainte pour pratiques déloyales de travail contre l'hôpital Brigham and Women's. Le syndicat accuse la direction d'avoir dégradé les horaires de travail d'environ 75 infirmières en soins intensifs en représailles à leur participation à la grève importante du 8 juillet. Ces infirmières travaillent dans l'unité de soins intensifs médicaux 3BC. Selon la plainte, après la grève, elles sont contraintes de travailler un week-end sur deux au lieu d'un week-end sur trois. Nombre d'entre elles bénéficiaient de cet horaire grâce à leur ancienneté et n'avaient pas travaillé un week-end sur deux depuis plus de dix ans. Le syndicat affirme que la population de patients et les besoins en personnel, affirme le syndicat n'ont pas évolué de manière à justifier ce changement.

### **Prato (Italie) : Industrie du textile, exploitation et mafia**

Depuis plusieurs années à Prato, ville toscane où l'on trouve le plus important district textile européen, les mafias comme les entreprises exploitent des travailleurs pour fabriquer des vêtements peu coûteux.

Une grande partie de ces travailleurs se trouvent dans le système de *caporalato*, un système de recrutement de main d'œuvre peu coûteuse. Ils n'ont donc pas de contrat stable, des salaires de misère (souvent entre 3 et 5 euros de l'heure), et travaillent parfois 14h par jour tous les jours de la semaine. C'est contre cette exploitation que lutte depuis 2018 le Sindicato Unione Democrazia Dignita (SUDD) Cobas.

Leur but est d'obtenir, pour les employés sans contrat et sans droits, des contrats « 8x5 » (huit heures de travail par jour pendant cinq jours). Pour cela ils utilisent les « strike days » des campagnes de grèves devant et dans les entreprises dont les employés ont demandé leur aide. Durant ces « strike days » le syndicat organise des piquets de grèves dans les entreprises et bloquent le passage des marchandises le jour comme la nuit jusqu'à ce que l'entité accepte de donner les contrats voulus. Les travailleurs déjà syndiqués font grève les vendredis et vont soutenir les grèves des « sans-contrat et sans droit » permettant aussi d'introduire l'idée de syndicalisation et de droits dans des milieux souvent considérés comme « non-syndicalisable ».

Les dernières campagnes de grèves ont bien fonctionné, en effet, 24 des 27 entreprises ciblées ont plié aux demandes des travailleurs. Malgré tout, certains problèmes persistent, un exemple concret ce sont les ateliers fermant avec le motif que les acheteurs ont cessé leurs commandes après la régularisation des employés. Dans ce cas, les piquets de grèves continuent demandant le retour au travail des employés avec des contrats décents. Un autre point problématique est celui des travailleurs chinois pour qui les pressions, notamment mafieuse, sont telles qu'ils sont encore très peu à se syndiquer ou à participer aux grèves. Malgré tout, pour la première fois

depuis le début des grèves une travailleuse chinoise s'est joint au SUDD au printemps et a obtenu un contrat régulier.

Néanmoins, le poids des mafias chinoises est terrible à Prato, plusieurs fois durant les « strike days » des cas de violences et d'intimidations contre les grévistes ont été recensées de leur part.

Pourtant, la lutte continue et la solidarité entre les travailleurs, syndiqués ou non, est un phare dans la tempête de la situation à Prato.

[1 https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4038-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-289-du-23-juillet-2026](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4038-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-289-du-23-juillet-2026)

[2 https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4064-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-290-du-30-juillet-2026](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4064-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-290-du-30-juillet-2026)

[3 https://www.insee.fr/fr/statistiques/4805248](https://www.insee.fr/fr/statistiques/4805248)

[4 https://www.oecd.org/fr/blogs/2026/07/global-value-chains-why-international-production-is-evolving-not-fragmenting.html](https://www.oecd.org/fr/blogs/2026/07/global-value-chains-why-international-production-is-evolving-not-fragmenting.html)

[5 https://www.insee.fr/fr/statistiques/9034179](https://www.insee.fr/fr/statistiques/9034179)

[6 https://ici.radio-canada.ca/rci/fr/nouvelle/2267730/walmart-syndicat-unifor-convention-collective-mississauga](https://ici.radio-canada.ca/rci/fr/nouvelle/2267730/walmart-syndicat-unifor-convention-collective-mississauga)

### **Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "**

**Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris**

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

### **AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE**

*Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.*

*Nous savons que nous pouvons compter sur vous.*

*Souscrivez et faites souscrire autour de vous*

*Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à : Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)*

*Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement*